



COMMUNIQUÉ SNE-FSU du 14 novembre 2024

Black Friday sur la protection de l'Environnement et la réglementation environnementale

LA FSU ECOLOGIE TIRE ENCORE UNE FOIS LE SIGNAL D'ALARME

Depuis les manifestations agricoles du début de l'année, nos dirigeants semblent démanteler ce qui reste de la réglementation environnementale. La lutte contre le changement climatique est timide, tandis que la biodiversité et les écosystèmes sont relégués au second plan.

La défense du service public de l'Environnement n'est pas la priorité de nos gouvernants : baisse abyssale des effectifs et du budget depuis plus de 15 ans, démantèlement du ministère de l'environnement avec 3 ministres d'Etat et 3 ministres délégués... Des décisions qui détruisent toute ambition de planification écologique et de transformation des pratiques pourtant indispensable.

La situation de faiblesse actuelle de notre pôle ministériel se traduit immédiatement en termes de régressions :

- Régressions environnementales sur l'eau, sa qualité et son partage, les milieux aquatiques, la biodiversité ;
- Régressions sur la légitimité de vos agent.es dans les services et les établissements publics et le sens donné au travail, au risque d'accentuer un peu plus la dissonance cognitive ; Vous voulez parler attractivité ?
- Régressions sur les conditions de travail des agent.es quand des sites de DREAL, de DDT-M, de DIRM, d'agences de l'eau, et tout particulièrement de l'OFB, sont dégradés à coup de déchets agricoles, d'attentats...

Les exactions des syndicats agricoles, majoritaires et productivistes, sont source d'angoisses et de peurs pour des agentes et des agents menacés dans leur quotidien de travail : pneus déboulonnées, incendie, dégradations des bâtiments, déversements de déchets agricoles... La colère du monde agricole aussi légitime que démonstrative, n'est cependant que le fruit d'une politique de mise en œuvre d'un libéralisme débridé qui met à mal toute la société.

Les grandes firmes et syndicats agricoles s'opposent aux réglementations en faveur de la biodiversité, les jugeant incompatibles avec leur modèle productiviste et leurs intérêts

Contact presse :

Véronique CARACO-GIORDANO – 06 66 13 95 97

commerciaux. Plus grave encore, ils continuent de faire croire que les normes environnementales sont un frein, alors que ce sont en fait les décisions politiques qui précipitent la diminution alarmante du nombre d'agriculteurs, encouragent la vente des terres à des multinationales ou à des pays étrangers, compromettent les revenus agricoles et les rendent tributaires de subventions publiques, tout en les surchargeant de travail administratif.

MAIS CES AGRICULTEURS SE TROMPENT DE CIBLE ET LE GOUVERNEMENT LES CONFORTE DANS CETTE ERREUR !

Les agentes et les agents chargé·es du contrôle, notamment les policiers de l'environnement de l'Office français de la biodiversité, doivent être protégé·es et assuré·es du soutien de leurs ministres. On attend de ces agents qu'ils fassent preuve de pédagogie, alors que les annonces gouvernementales ne sont que des effets d'annonce dépourvus de toute explication. Plus grave encore, les ministres cèdent aux pressions en sacrifiant l'OFB et en demandant aux policiers de l'environnement d'accomplir leurs missions de manière discrète.

La FSU Écologie est consciente du désespoir installé dans nos campagnes et elle soutient toutes les paysannes et les paysans de France en colère contre le modèle agricole dominant qui les a conduits dans la situation actuelle. Elle demande aux ministres de notre pôle ministériel une expression de forte défense des agentes et des agents et que les exactions et agressions à leur encontre soient punies comme il se doit !

Contact presse :

Véronique CARACO-GIORDANO – 06 66 13 95 97